

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2980

[2004/202465]

27 MAI 2004. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes et sur le financement en 2003 et 2004 de la coopération dans le cadre des politiques croisées, fait à Namur, le 19 décembre 2003 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes et sur le financement en 2003 et 2004 de la coopération dans le cadre des politiques croisées, fait à Namur, le 19 décembre 2003, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 709 (2003-2004), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 12 mai 2004.

Discussion. Vote.

Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes et sur le financement en 2003 et 2004 de la coopération dans le cadre des politiques croisées

La Communauté française représentée par M. Hervé Hasquin, Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
et

La Région wallonne représentée par M. Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministre-Président du Gouvernement de la Région wallonne,

Vu les articles 127, 128 et 134 de la Constitution;

Vu la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et par la Loi spéciale du 13 juillet 2001;

Considérant que le Gouvernement wallon a décidé d'affecter au moins 22,29 millions sur les années 2003 et 2004 à des politiques croisées avec la Communauté française;

Considérant que cette coopération entre la Région wallonne et la Communauté française doit se manifester dans les domaines de l'enseignement secondaire technique et professionnel, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur, dans le domaine de la recherche scientifique, dans le domaine des cyber-média, dans le domaine des relations internationales, dans le domaine de l'accueil de l'enfant, et dans le domaine de l'aide à la promotion de l'emploi;

Considérant qu'un tel accord contribue à l'intensification des rapports entre la Communauté française et la Région wallonne et profite à la population et aux institutions des deux entités;

Soucieux de régler harmonieusement leurs rapports dans le respect de la loyauté fédérale,

Ont convenu de ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes

Article 1^{er}. La Communauté française et la Région wallonne s'engagent à conclure avec les autorités bruxelloises un accord de coopération mettant en place une Conférence interministérielle annuelle sur l'alphabétisation des adultes qui aura notamment pour mission d'examiner les voies et moyens utiles pour inverser la tendance à l'augmentation de l'illettrisme fonctionnel et de renforcer les politiques déjà développées en matière d'alphabétisation.

Art. 2. Cette Conférence interministérielle sera assistée d'un Comité de pilotage composé de trois représentants de chaque entité cosignataire et de trois représentants du secteur associatif spécialisé en alphabétisation des adultes, c'est-à-dire de l'a.s.b.l. "Lire et Ecrire".

Dans l'éventualité où celle-ci ne répondrait plus aux critères qui seront déterminés dans l'accord de coopération visé à l'article premier ou que d'autres associations rencontreraient ces critères, les Gouvernements des parties signataires peuvent désigner chacun pour ce qui le concerne, d'autres représentants en lieu et place des représentants susmentionnés.

CHAPITRE II. — *Financement en 2003 et 2004 de la coopération dans le cadre des politiques croisées*

Section 1^{re}. — Enseignement secondaire technique et professionnel, enseignement de promotion sociale et enseignement supérieur - Renforcement du lien entre la formation initiale et la formation professionnelle

Art. 3. La Région wallonne inscrit 5.578.000 euros à son budget (€ 3.681.000 à son budget 2003 et € 1.897.000 au budget 2004) et la Communauté française inscrit 2.478.934 euros à son budget (€ 1.239.467 au budget 2003 et € 1.239.467 au budget 2004) afin d'améliorer le lien entre la formation initiale et la formation professionnelle.

Les montants non utilisés à ce jour sur le crédit variable inscrit à l'allocation de base 01.02.94 de la Division Organique 52 du budget de la Communauté française alimenté par la Région wallonne dans le cadre des accords de coopération du 22 juin 2000 portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles et du 4 juillet 2000 relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire technique et professionnel sont réaffectés à l'action prévue à l'article 4, alinéa 1^{er}, du présent accord de coopération.

Art. 4. Les crédits inscrits au budget de la Communauté française sont affectés à la modernisation des équipements pédagogiques de base dans les établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel. Dans ce cadre, une priorité est donnée aux projets qui s'inscrivent dans l'utilisation la plus efficiente des moyens au profit de l'ensemble des établissements scolaires d'un bassin de formation, quel que soit leur réseau et leur caractère d'enseignement, aux projets qui rencontrent les besoins du marché de l'emploi en évitant un émiettement des projets entre les réseaux d'enseignement et à l'intérieur de chaque réseau et ayant reçu un avis favorable de la part du fonds sectoriel concerné. Ces établissements devront en outre s'inscrire dans la mise en œuvre d'une offre de formation harmonisée, dans une politique de formation en cours de carrière des professeurs de l'enseignement secondaire technique et professionnel, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur, et dans l'application des profils de formation, y compris la mise en œuvre des outils pédagogiques et des épreuves d'évaluation y afférents.

Les crédits inscrits au budget de la Région wallonne sont affectés pour partie à la modernisation des équipements des écoles de l'enseignement secondaire technique et professionnel et pour partie au financement des frais de fonctionnement des centres de compétence mettant leurs ressources à la disposition des élèves des classes terminales et des enseignants de l'enseignement secondaire technique et professionnel, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur.

Ces crédits sont répartis comme suit :

— € 4.357.000 permettent de financer les actions des Centres de compétence à destination de l'enseignement secondaire technique et professionnel, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur;

— € 1.221.000 permettent de financer les équipements des écoles de l'enseignement secondaire technique et professionnel.

L'objectif est d'atteindre progressivement 25 % de la capacité d'accueil actuelle des centres de compétence dont 22,5 % au bénéfice de l'enseignement technique et professionnel et 2,5 % au bénéfice de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur.

Sur base de conventions bilatérales conclues entre les centres de compétence et les établissements d'enseignement, le FOREm, dans le cadre de sa mission de coordination du réseau des centres de compétence, est chargé d'effectuer le paiement des heures réalisées dans la limite des crédits disponibles.

Art. 5. Un organe commun de pilotage est mis en place afin de superviser et d'évaluer la mise en œuvre des actions visées à l'article 4.

Deux commissions de suivi opérationnel sont créées. Elles préparent le travail du Comité de pilotage.

La première commission est chargée, suite à un appel à projets, de sélectionner les demandes d'équipements des écoles secondaires.

La seconde est chargée d'approuver et d'effectuer le suivi de l'offre de formation des centres de compétence à destination de l'enseignement.

Le Comité de pilotage est chargé d'adresser aux Gouvernements, après une concertation de l'ensemble des acteurs concernés, une évaluation globale ainsi que tout avis ou proposition de nature à mieux rencontrer les objectifs définis à l'article 4.

Les Gouvernements déterminent la composition, arrêtent les modalités de fonctionnement du Comité de pilotage et de ses commissions et, sur proposition du Comité de pilotage et de ses commissions, approuvent leurs règlements d'ordre intérieur.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française s'engage à permettre la reconnaissance (homologation) des formations en apprentissage organisées par l'IFAPME et à mettre en œuvre les conditions d'équivalence des certificats octroyés par l'Institut à l'issue de ces formations aux certificats scolaires délivrés par l'enseignement professionnel (y compris les passerelles) et à leur conférer les mêmes effets de droit.

§ 2. Le Gouvernement de la Communauté française s'engage à transmettre une circulaire, co-signée par le Ministre wallon compétent, aux directeurs des établissements scolaires, afin d'inciter ceux-ci à participer à l'offre de formation des Centres de compétence et à adapter en conséquence les programmes scolaires.

§ 3. Le Gouvernement wallon s'engage à solliciter le FOREm afin que celui-ci mette à disposition des écoles trop éloignées des centres ou en difficulté, une offre de transport collectif entre écoles et centres de compétence.

Art. 7. Les modalités de mise en œuvre des articles 3 à 6 seront définies dans une Convention-cadre entre les parties contractantes.

Section 2. — Recherche scientifique

Art. 8. La Région wallonne affecte à la recherche scientifique un montant d'au moins € 1.228.000 en 2003 et de € 620.000 en 2004 pour mener des actions en synergie avec la Communauté française.

Ce montant est affecté au Fonds de la Formation à la Recherche dans l'Industrie et dans l'Agriculture (FRIA), afin que celui-ci finance des chercheurs dans le domaine de la recherche en agriculture et en industrie.

La Région wallonne participe dans le cadre de ce financement, à la sélection des projets de recherche, selon des modalités à définir.

Section 3. — Cyber-média

Art. 9. La Région wallonne affecte aux cyber-écoles au moins un montant global de 8,85 millions €, ventilé sur les années 2003 et 2004, en exécution de l'accord de coopération du 19 février 1998.

Section 4. — Relations internationales

Art. 10. La Région wallonne inscrit € 1.228.000 à son budget 2003 et € 620.000 à son budget 2004 pour mener en synergie avec la Communauté française des actions de relations internationales. Ces actions viseront à promouvoir la visibilité internationale des deux entités et à mener des projets de solidarité internationale avec les pays en développement, et veilleront entre autres à rencontrer les priorités reprises au point 2 de l'article 5 de l'Accord de coopération du 22 juin 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles.

Art. 11. La répartition du montant sera fixée par un organe commun de pilotage, réunissant les deux Ministres des relations internationales, ou leurs représentants.

Section 5. — Accueil de l'enfance

Art. 12. Pour l'année 2003, la Région wallonne affecte au moins un montant de € 2.313.000 sous forme de subventions d'équipements et de fonctionnement pour des projets d'accueil en concertation avec la Communauté française et dans le respect des critères conjointement.

Ces projets sont organisés sous la responsabilité des communes et sur leur territoire. Ils sont mis en œuvre par une structure locale qui en garantit le caractère pluraliste et associe les partenaires locaux qui contribuent à l'accueil des enfants en dehors du temps scolaire.

Pour l'année 2004, la Région wallonne affecte au moins un montant de € 1.156.836 à l'accueil extra-scolaire de l'enfance, selon des modalités à fixer de commun accord entre les parties contractantes au plus tard le 31 mars 2004.

Section 6. — Aide à la promotion de l'emploi

Art. 13. La Région wallonne affecte un montant minimum de € 463.000 en 2003 et de € 231.000 en 2004 consacré à l'engagement de travailleurs dans le cadre du décret wallon du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, et ce dans les domaines de compétence communautaire choisis de commun accord par les parties contractantes.

Cette répartition sera régie par un avenant à la convention APE enseignement.

Section 7. — Commission d'évaluation

Art. 14. Il est créé une Commission d'évaluation de la coopération composée de 6 membres désignés pour moitié par le Gouvernement wallon et pour moitié par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 15. La Commission se réunit au moins trois fois par an.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 16. Le présent accord est conclu en deux versions originales.

Art. 17. Le présent accord entre en vigueur dès sa signature et sort ses effets au 1^{er} janvier 2003.

Art. 18. Le chapitre II du présent accord cesse de produire ses effets au plus tard le 31 décembre 2006.

Namur, le 27 mai 2004.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 2980

[2004/202465]

27 MEI 2004. — Decreet houdende goedkeuring van de Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de ontwikkeling van overlegde beleidslijnen inzake de alfabetisering van volwassenen en de financiering 2003 en 2004 van de samenwerking in het kader van de gekruiste beleidsvoeringen, gedaan te Namen op 19 december 2003 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de ontwikkeling van overlegde beleidslijnen inzake de alfabetisering van volwassenen en de financiering 2003 en 2004 van de samenwerking in het kader van de gekruiste beleidsvoeringen, gedaan te Namen op 19 december 2003, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,

Ph. COURARD

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 709 (2003-2004) nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 12 mei 2004.

Bespreking. Stemming.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de ontwikkeling van overlegde beleidslijnen inzake de alfabetisering van volwassenen en de financiering 2003 en 2004 van de samenwerking in het kader van de gekruiste beleidsvoeringen

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de heer Hervé Hasquin, Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,

en

het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, Minister-President van de Regering van het Waalse Gewest,

Gelet op de artikelen 127, 128 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 en bij de bijzondere wet van 13 juli 2001;

Overwegende dat het Waalse Gewest beslist heeft minstens 22,29 miljoen in 2003 en 2004 uit te trekken voor gekruiste beleidsvoeringen met de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat die samenwerking tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betrekking moet hebben op het secundair technisch en beroepsonderwijs, op het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs, op het wetenschappelijk onderzoek, de cybermedia, de internationale betrekkingen, de kinderopvang en de hulp voor werkgelegenheidsbevordering;

Overwegende dat dergelijke overeenkomst bijdraagt tot de versterking van de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en tot voordeel is van de bevolking en van de instellingen van beide entiteiten;

Met het oog op een harmonieuze regeling van hun betrekkingen in het kader van de federale loyaliteit,

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Ontwikkeling van overlegde beleidslijnen inzake de alfabetisering van volwassenen

Artikel 1. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest verbinden zich ertoe met de Brusselse autoriteiten een samenwerkingsovereenkomst te sluiten met het oog op de instelling van een jaarlijkse Interministeriële Conferentie i.v.m. volwassenenalfabetisering. De opdracht van de Interministeriële Conferentie bestaat erin een onderzoek te doen naar de nuttige middelen om de tendens tot toename van de functionele ongeletterdheid te keren en de reeds ontwikkelde beleidslijnen inzake alfabetisering te versterken.

Artikel 2. De Interministeriële Conferentie wordt bijgestaan door een sturingscomité, dat samengesteld is uit drie vertegenwoordigers van elke medeondertekenende entiteit en uit drie vertegenwoordigers van het verenigingsleven gespecialiseerd in volwassenenalfabetisering, met name de v.z.w. "Lire et Ecrire". Als die v.z.w. niet meer voldoet aan de criteria waarin de in artikel 1 bedoelde samenwerkingsovereenkomst zal voorzien of als andere verenigingen aan die criteria zouden voldoen, kunnen de Regeringen van de ondertekenende partijen, elk wat haar betreft, andere vertegenwoordigers in de plaats van bovengenoemde vertegenwoordigers aanwijzen.

HOOFDSTUK II. — *Financiering 2003 en 2004 van de samenwerking in het kader van de gekruiste beleidsvoeringen*

*Afdeling 1. — Secundair technisch en beroepsonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs
Versterking van de band tussen de initiële opleiding en de beroepsopleiding*

Art. 3. Het Waalse Gewest trekt 5.578.000 euro uit op zijn begroting (€ 3.681.000 op zijn begroting 2003 en € 1.897.000 op zijn begroting 2004) en de Franse Gemeenschap trekt 2.478.934 euro uit op haar begroting (€ 1.239.467 op haar begroting 2003 en € 1.239.467 op haar begroting 2004) om de band tussen de initiële opleiding en de beroepsopleiding te verstevigen.

De bedragen die nog niet gebruikt zijn op het variabele krediet dat opgenomen is op basisallocatie 01.02.94 van de organieke afdeling 52 van de begroting van de Franse Gemeenschap, die door het Waalse Gewest gespijsd wordt in het kader van de samenwerkingsovereenkomsten van 22 juni 2000 betreffende de financiering van de samenwerking in het kader van gekruiste beleidsvoeringen, de Europese structurele fondsen en de ontwikkeling van culturele ondernemingen en van 4 juli 2000 betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogische voorzieningen ten gunste van de leerlingen en leerkrachten van het secundair technisch en beroepsonderwijs, worden opnieuw bestemd voor de actie bedoeld in artikel 4, eerste lid, van deze samenwerkingsovereenkomst.

Art. 4. De kredieten voorzien op de begroting van de Franse Gemeenschap worden bestemd voor de modernisering van de pedagogische basisuitrustingen van de inrichtingen van het secundair technisch en beroepsonderwijs. In dat kader wordt de voorrang gegeven aan de projecten die gericht zijn op de meest efficiënte aanwending van de middelen ten gunste van de gezamenlijke schoolinrichtingen van een vormingsbekken, ongeacht het net en het soort onderwijs, aan de projecten die inspelen op de behoeften van de arbeidsmarkt door te voorkomen dat ze verbrokkelen tussen de verschillende onderwijsnetten en binnen elk net en die het voorwerp uitmaken van een gunstig advies van het betrokken sectoraal fonds. Die inrichtingen verbinden zich bovendien tot de totstandbrenging van een geharmoniseerd opleidingsaanbod, tot een vormingsbeleid tijdens de loopbaan van de leerkrachten van het secundair technisch, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs en tot de toepassing van de opleidingsprofielen, met inbegrip van de totstandbrenging van pedagogische instrumenten en de desbetreffende evaluatieproeven.

De kredieten voorzien op de begroting van het Waalse Gewest worden deels bestemd voor de modernisering van de uitrustingen van de scholen van het secundair technisch en beroepsonderwijs en deels voor de financiering van de werkingskosten van de bevoegdheidscentra die hun hulpmiddelen ter beschikking stellen van de leerlingen van de eindexamenklassen en van de leerkrachten van het secundair technisch en beroepsonderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs.

Die kredieten worden verdeeld als volgt :

— € 4.357.000 voor de financiering van de acties van de bevoegdheidscentra ten gunste van het secundair technisch en beroepsonderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs;

— € 1.221.000 voor de financiering van de uitrustingen van de scholen van het secundair technisch en beroepsonderwijs.

De bedoeling is geleidelijk 25 % halen van de huidige opvangcapaciteit van de bevoegdheidscentra, waarvan 22,5 % ten gunste van het technisch en beroepsonderwijs en 2,5 % ten gunste van het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs.

Op grond van bilaterale overeenkomsten gesloten tussen de bevoegdheidscentra en de onderwijsinrichtingen wordt de "FOREm" in het kader van zijn opdracht tot coördinatie van het netwerk van de bevoegdheidscentra belast met de betaling van de gepresteerde uren binnen de perken van de beschikbare kredieten.

Art. 5. Er wordt een gemeenschappelijk sturingsorgaan opgericht voor de supervisie en de evaluatie van de tenuitvoerlegging van de acties bedoeld in artikel 4.

Er worden twee commissies voor de operationele opvolging ingesteld. Ze bereiden het werk van het sturingscomité voor.

De eerste commissie wordt na een oproep voor projecten belast met de selectie van de uitrustingsaanvragen van de secundaire scholen.

De tweede wordt belast met de goedkeuring en de opvolging van het opleidingsaanbod van de bevoegdheidscentra aan het onderwijs.

Het sturingscomité wordt ermee belast na overleg met alle betrokken actoren een globale evaluatie aan de Regeringen over te leggen, alsook elk advies of voorstel waarbij de in artikel 4 omschreven doelstellingen vlotter gehaald kunnen worden.

De Regeringen bepalen de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van het sturingscomité en zijn commissies en keuren hun huishoudelijke reglementen goed op hun voorstel.

Art. 6. § 1. De Regering van de Franse Gemeenschap verbindt zich ertoe de erkenning (homologatie) van de door het "IFAPME" georganiseerde leeropleidingen mogelijk te maken en de voorwaarden ten uitvoer te leggen voor de gelijkstelling van de na afloop van die opleidingen door het "Institut" afgegeven getuigschriften met de door het beroepsonderwijs uitgereikte getuigschriften (overstapmogelijkheden inbegrepen) en hen dezelfde rechtsgevolgen toe te kennen.

§ 2. De Regering van de Franse Gemeenschap verbindt zich ertoe een door de bevoegde Waalse Minister medeondertekende omzendbrief over te leggen aan de directeurs van de schoolinrichtingen om ze ertoe te brengen aan het vormingsaanbod van de bevoegdheidscentra deel te nemen en hun schoolprogramma's dientengevolge aan te passen.

§ 3. De Waalse Regering verbindt zich ertoe de "FOREm" te verzoeken gemeenschappelijk vervoer tussen scholen en bevoegdheidscentra aan te bieden aan scholen die te ver verwijderd zijn van de centra of die in moeilijkheden verkeren.

Art. 7. De modaliteiten voor de toepassing van de artikelen 3 à 6 worden vastgelegd in een Raamovereenkomst tussen de ondertekenende partijen.

Afdeling 2. — Wetenschappelijk onderzoek

Art. 8. Het Waalse Gewest besteedt minstens € 1.228.000 in 2003 en € 620.000 in 2004 aan wetenschappelijk onderzoek om acties te voeren in samenwerking met de Franse Gemeenschap.

Die bedragen worden bestemd voor het "Fonds de la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (Fria)" met het oog op de financiering van landbouwkundige en industriële onderzoekers.

In het kader van die financiering werkt het Waalse Gewest volgens te bepalen modaliteiten mee aan de selectie van onderzoeksprojecten.

Afdeling 3. — Cybermedia

Art. 9. Het Waalse Gewest bestemt overeenkomstig het samenwerkingsakkoord van 19 februari minstens 8,85 miljoen over 2003 en 2004 voor cyberscholen.

Afdeling 4. — Internationale betrekkingen

Art. 10. Het Waalse Gewest voorziet € 1.228.000 op zijn begroting 2003 en € 620.000 op haar begroting 2004 om acties inzake internationale betrekkingen te voeren in samenwerking met de Franse Gemeenschap. Die acties dienen om de internationale zichtbaarheid van beide entiteiten te bevorderen en om internationale solidariteitsprojecten met de ontwikkelingslanden te voeren. Ze zullen o.a. inspelen op de prioriteiten bedoeld in punt 2 van artikel 5 van de Samenwerkingsovereenkomst van 22 juni 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de financiering van de samenwerking in het kader van gekruiste beleidsvoeringen, de Europese structurele fondsen en de ontwikkeling van de culturele ondernemingen.

Art. 11. De verdeling van het bedrag wordt vastgelegd door een gemeenschappelijk sturingsorgaan dat bestaat uit beide Ministers van Internationale Betrekkingen of uit hun vertegenwoordigers.

Afdeling 5. — Kinderopvang

Art. 12. Voor 2003 besteedt het Waalse Gewest minstens 2.313.000 in de vorm van uitrustings- en werkingssubsidies voor opvangprojecten in overleg met de Franse Gemeenschap en met inachtneming van gezamenlijk bepaalde criteria.

Die projecten worden georganiseerd onder de verantwoordelijkheid en op het grondgebied van de gemeenten. Ze worden uitgevoerd door een plaatselijke structuur die er het pluralistische karakter van garandeert en de plaatselijke partners verenigt die meewerken aan kinderopvang buiten de schooluren.

Voor 2004 bestemt het Waalse Gewest een minimumbedrag van 1.156.836 voor buitenschoolse kinderopvang volgens de modaliteiten die de ondertekenende partijen uiterlijk 31 maart 2004 in samenspraak vastleggen.

Afdeling 6. — Hulp voor werkgelegenheidsbevordering

Art. 13. Het Waalse Gewest bestemt een minimumbedrag van € 463.000 in 2003 en € 231.000 in 2004 voor de indienstneming van werknemers in het kader van het Waalse decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector in de domeinen met gemeenschappelijke bevoegdheid, die in onderlinge overeenstemming gekozen worden door de ondertekenende partijen.

Die verdeling ligt vast in een aanhangsel bij de "APE" onderwijsovereenkomst.

Afdeling 7. — Evaluatiecommissie

Art. 14. Er wordt een Commissie opgericht voor de evaluatie van de samenwerking. Ze bestaat uit zes leden, drie aangewezen door het Waalse Regering en drie aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. De Commissie vergadert minstens drie keer per jaar.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 16. Deze overeenkomst wordt in twee originele versies gesloten.

Art. 17. Deze overeenkomst treedt in werking zodra ze ondertekend is en heeft gevolg op 1 januari 2003.

Art. 18. Hoofdstuk II van deze overeenkomst houdt op gevolg te hebben op 31 december 2006.

Namen, 27 mei 2004.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE